

# Paradis pourri

*Smart islands* en Polynésie

« Mais je vous dis que nous sommes devant une Nouvelle Frontière, que nous le voulions ou non. Au-delà de cette frontière, s'étendent les domaines inexplorés de la science et de l'espace, des problèmes non résolus de paix et de guerre, des poches d'ignorance et de préjugés non encore réduites, et les questions laissées sans réponse de la pauvreté et des surplus. »  
Discours de J.-F. Kennedy, 1960

« Où que vous soyez, accourez braves gens.  
L'eau commence à monter, soyez plus clairvoyants.  
Admettez que, bientôt, vous serez submergés  
Et que si vous valez la peine d'être sauvés,  
Il est temps maintenant d'apprendre à nager  
Car le monde et les Temps changent. »  
(*The Times they are- a changing*. Bob Dylan, 1964.)

**Le Progrès a si bien ravagé une Terre surpeuplée que les technocrates, de Hollande à Hong Kong, préparent leur migration vers des villes flottantes. Les îles et atolls de Polynésie sont les premières victimes de cette catastrophe. Les plus dévastées, les premières noyées et peut-être aussi, les premières à être colonisées par des plateformes de survie *high tech*. C'est là, en effet, que les Siliconiens du Seasteading Institute prévoient d'établir d'ici 2020 la base avancée de leur habitat futur. S'offrant du même coup des possibilités d'expériences et de recherches transhumanistes pour survivre à un milieu dégradé par leurs activités. Ce n'est pas de la « science-fiction » mais la « road map », la feuille de route de conquistadors pragmatiques, habitués à vaincre et piller par tous les moyens.**

Depuis des années les magnats de la *high tech* californienne annoncent leurs velléités de sécession, de rupture avec les États-Unis, et les États de cette planète. Leur plan : construire des villes flottantes dans les eaux internationales pour réaliser leur utopie dans laquelle aucune contrainte collective ne doit plus peser sur l'individu. En gros, une société sans État, débarrassée de l'impôt, des lois et règlements, des lourdeurs bureaucratiques, des comités d'éthique et autres autorisations de mise sur le marché. Un paradis libertarien pour technocrates tout-puissants. « Nous voulons la souveraineté des nations flottantes » déclare le « seavangelist » Joe Quirk, à la revue transhumaniste *We Demain*.<sup>1</sup>

Cette utopie franchissait rarement l'Atlantique, confinée le plus souvent à la presse technolâtre, genre *Wired* aux États-Unis, et parfois à la presse économique. Mais voilà que le 13 janvier 2017 paraît dans la presse française, ce qui se présente comme un début de réalisation. Dans les eaux françaises de surcroît – enfin, polynésiennes. Ce jour-là, à San Francisco, Jean-Christophe Bouissou, ministre tahitien du logement, et diplômé en informatique de l'université de Graceland aux États-Unis, signe un protocole d'accord avec

---

1 *We Demain* n°19, septembre 2017.

le Seasteading Institute.<sup>2</sup> Cet « institut » est une organisation « à but non lucratif » fondée en 2008 par le milliardaire transhumaniste Peter Thiel (PayPal, Facebook) et le petit-fils de l'économiste néo-libéral Milton Friedman, soutenue de proche en proche par Elon Musk (Tesla, SpaceX) ou encore Larry Page (Google). Un *think tank* qui mettrait en pratique son utopie techno- libertarienne.

Selon Joe Quirk, « c'est le gouvernement de Polynésie française qui nous a contactés. Nous y sommes allés en septembre 2016. En janvier, nous avons trouvé un accord pour un cadre de gouvernance concernant les îles flottantes. Quand Jean-Christophe Bouissou est retourné en Polynésie, il a expliqué aux médias locaux que l'archipel était une « frontière bleue » et que la technologie aiderait à s'adapter à la montée des eaux. »<sup>3</sup>

Comme on n'était pas dans le bureau, on ignore qui a vraiment initié l'affaire. Il se peut que le Seasteading Institute veuille en laisser le prestige au gouvernement local afin de prévenir toute accusation de colonialisme. Depuis l'ère de Gaston Flosse, le gouvernement polynésien traîne une tenace odeur de corruption. Il se peut aussi que le gouvernement polynésien soit bel et bien à l'initiative de cet accord ; il vaudrait alors la peine de se demander par quels canaux lui est venue pareille idée, et de s'intéresser à la personnalité de Jean-Christophe Bouissou et de ses autres promoteurs.

Concrètement, le Seasteading Institute aurait « trois obligations vis-à-vis du peuple polynésien : dresser un rapport d'évaluation économique, préparer un rapport d'impact environnemental et travailler sur une législation d'ici la fin de l'année. Nous espérons être sur le terrain dès 2018, pour avoir, en 2020, de belles et solides îles flottantes. Il y en aura deux ou trois, d'environ 25 mètres de large. Le plan actuel – mais ce plan peut changer – c'est une plateforme avec des appartements, une autre avec des maisons familiales et une troisième avec un pôle de recherche sur les technologies bleues. Les sociétés qui ont présenté leurs idées au gouvernement polynésien innovent dans différents domaines : production de biogaz, réseaux électriques intelligents, fibres de construction ou des robots sous-marins... Le coût du projet irait de 10 à 50 millions de dollars. »<sup>4</sup>

On voit la souplesse de ces « obligations » et de ce plan modifiable. En fait, il s'agit d'installer une base maritime dans les eaux polynésiennes, de verrouiller d'urgence l'accord sur le plan légal (« d'ici la fin de l'année »), et puis *business as usual*, d'exploiter les ressources et *opportunités*, comme aux Bermudes, paradis fiscal, au Congo, au Nigeria, paradis miniers, en arrosant la chefferie pour qu'elle maintienne l'ordre et la façade locale. « Nous voulons que les Polynésiens soient fiers, mais aussi favoriser l'entrepreneuriat et créer de l'emploi, grâce à une économie bleue miniature qui fonctionne. »<sup>5</sup>

Le diable est bourré de bonnes intentions. Quand on veut racler un pays à l'os, toujours invoquer le respect des indigènes et des motifs philanthropiques – l'emploi, la prospérité – le reste s'ensuit. « La Polynésie contrôle une partie de l'océan Pacifique aussi grande que l'Europe de l'Ouest. C'est tout un continent aquatique à découvrir. Nous irons en haute mer par étapes. »<sup>6</sup>

Dûment *briefée* par Julien Bouissou, la presse locale s'emballe pour le projet : « "L'ère aquatique" débutera-t-elle au Fenua ? » s'impatiente *La Dépêche de Tahiti*<sup>7</sup>, qui demande

---

2 Voir Annexe

3 *We Demain*, op.cit.

4 *Idem*.

5 *Ibid*.

6 *Ibid*.

7 21 septembre 2016. Fenua signifie « pays » en tahitien.

leur avis aux candidats à la présidentielle française. Côté polynésien, le gouvernement rappelle son engagement à « tout mettre en œuvre en faveur de la préservation du patrimoine naturel et culturel polynésien »<sup>8</sup> menacé par le réchauffement climatique et la montée des eaux. Un tiers de ce territoire risquant de disparaître d'ici la fin du siècle, le Seasteading présente « une opportunité pour développer de nouveaux espaces de vie sur la mer. » L'autre « opportunité » réside bien sûr dans l'afflux de bureaux de recherche en nouvelles technologies, énergies renouvelables et « économie bleue ». Ces « nouvelles activités économiques » « fixeraient » les diplômés polynésiens et ouvriraient un avenir à des îles miséreuses malgré le tourisme, et aussi à cause de lui. Sans compter les perspectives de commissions, avantages et cadeaux, s'abattant sur les élus et les hauts fonctionnaires polynésiens, afin d'optimiser les relations.

Pour le Seasteading, l'enjeu est la création d'une zone économique spéciale innovante : c'est-à-dire fiscalement et juridiquement avantageuse, où loger des bureaux de Recherche & Développement. À plus long terme, c'est prouver que son projet d'autonomie énergétique, alimentaire et politique lui permettra de faire sécession avec les États terrestres, impuissants face à l'effondrement écologique et trop lents à entamer la transition vers la posthumanité. « La surface des océans est plus de deux fois supérieures à celles des terres. 45% de la surface du globe n'appartient à aucune nation. »<sup>9</sup>

À vrai dire, on voit mal la France, la Chine, la Russie, le Japon et les autres, abandonner sans réaction la moitié la plus riche et la moins exploitée du globe à une bande de milliardaires californiens. Ni ces derniers vaincre militairement les grandes puissances étatiques, malgré leur argent et leur haute technologie. C'est le moment de se souvenir de l'histoire des États-Unis. *Remember Alamo*. Ce sont de hardis pionniers, qui, franchissant sans cesse la frontière, ont entraîné les « guerres indiennes » et la « conquête de l'Ouest » ; de même que celles du Texas, de l'Arizona, de la Californie, du Nouveau-Mexique, de l'Utah, du Colorado et du Wyoming, arrachés au Mexique. Sans oublier Hawaï, en 1898, et une nuée d'îles du Pacifique, annexées à toutes fins utiles (Midway, Guam, Philippines, Samoa, Îles Vierges, Swains, Jarvis, Marshall, Micronésie, Mariannes...). La ruée vers l'or (« bleu ») continue. Les États-Unis forment simplement la base étatico-territoriale d'une classe de pirates, fluides, souples, alertes, prêts à toutes les ruses et métamorphoses afin « d'exploiter de nouvelles opportunités » et s'emparer de nouvelles richesses. Tantôt, les citoyens et les entreprises yankees servent d'éclaireurs et d'avant-garde à la puissance étatique, tantôt celle-ci leur force la voie.

Après avoir épuisé les sols, détraqué le climat, acidifié les océans, livré les zones minières, forestières, rurales aux organisations criminelles, et surpeuplé les mégapoles, les pillards poussent l'humanité à la mer sous prétexte d'assurer sa survie. Le discours du Seasteading Institute alterne l'épouvante et l'espoir : à condition de suivre la ruée des futurs « Meriens » vers cette *Blue Frontier* des villes flottantes. Nous reviendrons aux origines, en quelque sorte : de la Terre à la Mer. Artistes et communicants sauront vendre cette fable, exploitant les mythologies locales, comme ces « îles de la pensée », polynésiennes et hawaïennes, « où règnent la paix, l'égalité, l'abondance et le bonheur. »<sup>10</sup>

Le choix de la Polynésie française, un condensé du désastre planétaire, est judicieux. De paradis (presque) primitif il y a encore un siècle, celle-ci est devenue un dépôt submergé

---

8 Voir protocole en annexe.

9 *We Demain, op.cit.*

10 *La Dépêche de Tahiti*, 17 mai 2017.

par le développement industriel et la société de consommation. Le Seasteading y développera ses « solutions écolos ».

La Polynésie jouit par ailleurs d'une certaine autonomie vis-à-vis de la France, notamment en matière législative, économique et d'aménagement. Les Polynésiens élisent leur Assemblée territoriale qui choisit ensuite le président. L'État français conserve ses fonctions régaliennes et monétaires. Les riches Californiens peuvent donc négocier directement avec les Polynésiens et les convaincre à coups de dollars et de camelote.

Surtout, malgré son éloignement, la Polynésie est reliée à Internet par câbles sous-marins à haut débit. Cette connexion est la condition *sine qua non* des villes flottantes du type Seasteading. Voilà pourquoi la Polynésie représente une « opportunité ».

Cette *new frontier* océano-urbaine que s'approprient à conquérir les pionniers de la *high tech*, vendue aux Polynésiens comme issue de secours face au naufrage planétaire, poursuit surtout l'accaparement de nouveaux espaces par le capitalisme. Les terres arables en Afrique et en Europe de l'est, le sommeil et le temps de cerveau disponible, le corps humain, lui-même, vendu, loué et débité en pièces détachées. Les lagons polynésiens sont au XXI<sup>e</sup> ce que les *commons* anglais étaient au XVII<sup>e</sup> : la proie des *enclosures* dans une sorte d'*accumulation primitive du capital maritime*, aurait dit Marx.

### Du paradis primitif au paradis pourri

Si l'humanité n'a pas (encore) d'autre planète où migrer, la population polynésienne n'a pas d'autre île où se réfugier. La Polynésie concentre les maux de notre société industrielle sur un espace aussi exigu qu'insulaire : exploitation minière de phosphate, essais nucléaires, tourisme de masse, déchets ultimes, misère et réchauffement climatique, obésité et alcoolisme. La Polynésie française, c'est les Hauts-de-France du Pacifique sud. *Le plat pays* de Brel partage avec ses *Marquises* plus qu'un horizon infini et une musique désolée. L'auteure Polynésienne Titaua Peu en dresse un tableau sordide dans *Pina*<sup>11</sup>. Roman d'une jeune fille de famille pauvre et nombreuse, régulièrement violée par un père alcoolique. Elle brise le mythe des douceurs de la vie tahitienne.

On connaît le principe de la carte postale envoyée de Palavas ou Dunkerque. Un costume local ou un marché aux fruits en gros plan, cachant la bretelle d'autoroute et le supermarché. À Tahiti, ce sera un vahiné en paréo et collier de fleurs plutôt qu'obèse et en survêtement. Des lagons aux eaux turquoise plutôt que des carcasses de bagnoles. Des chambres d'hôtel sur pilotis plutôt qu'un bidonville de tôles ondulées. Un poisson cru cuisiné au lait de coco plutôt qu'un *burger* sorti d'une chaîne multinationale. Des fleurs et espèces colorées plutôt que les trous laissés par l'industrie du phosphate. Pourtant, ces laideurs illustrent mieux Tahiti que les clichés fabuleux des Offices du tourisme. Dans ce paradis terrestre où *la ligne d'horizon se perd à l'infini*, comme disent les guides touristiques, la première cause de mortalité est le suicide.

Tout avait pourtant bien commencé. De retour d'expédition, en 1769, le navigateur français Bougainville rapporte de Tahiti un éblouissement. « L'air qu'on respire, les chants, la danse presque toujours accompagnée de postures lascives, tout rappelle à chaque instant les douceurs de l'amour, tout crie de s'y livrer... » Avant le débarquement des colons, Tahiti ne connaît ni la propriété privée ni la fidélité entre époux. Ce qui poussera nombre d'aventuriers à y fuir le puritanisme occidental.

---

11 Au Vent des îles, 2016.

Diderot, en 1772, commente le récit de Bougainville : « La vie sauvage est si simple, et nos sociétés sont des machines si compliquées ! L'Otaïtien touche à l'origine du monde et l'Européen touche à sa vieillesse. » Dans son *Supplément au voyage de Bougainville*, l'Encyclopédiste fait dire à un vieil Otaïtien face au colon Européen : « Nous suivons le pur instinct de la nature, et tu as tenté d'effacer de nos âmes son caractère. Ici tout est à tous, et tu nous as prêché je ne sais quelle distinction du tien et du mien. » Tahiti ne serait qu'abondance et plaisir : « Si tu nous persuades de franchir l'étroite limite du besoin, quand finirons-nous de travailler, quand jouirons-nous ? » Pour les voyageurs européens, Tahiti représente l'Éden primitif, préservé de la civilisation.

C'est à Tahiti que l'équipage de la *Bounty* se dévergonde, cinq mois durant, en 1789, lors d'une escale pour charger des arbres à pain. La moitié des matelots attrapent des maladies vénériennes et lorsque le navire repart, la discipline du capitaine Blight semble insupportable. Peu après, les mutins reviennent à Tahiti, enlèvent des Tahitiens et des Tahitiennes, avec lesquels ils vont coloniser l'îlot Pitcairn. Bientôt tous s'entre-assassinent. Il ne restera de l'idylle qu'un homme et 19 femmes enceintes, dont la progéniture peuplera l'île durablement.

Un siècle après, l'officier de marine Pierre Loti, de retour de Tahiti, rédige son *Mariage de Loti* (1880). Son personnage s'y marie, le temps de son séjour, avec une de ces jeunes femmes *sans pudeur déplacée*, comme on dit à l'époque. Robert-Louis Stevenson hante *Les Mers du Sud* (1891). Le *Mariage de Loti* fascine Mallarmé, Van Gogh, Proust, et bien sûr Gauguin (1848-1903), qui ira « vivre là d'extase, de calme et d'art », « loin de cette lutte européenne après l'argent. ». Gauguin n'espère alors rien d'autre que de « vivre en *sauvage* », comme il le fit plus tôt dans les régions reculées de Bretagne<sup>12</sup>. Il ira jouir des Tahitiennes qui s'offrent à lui comme modèles et compagnes, avant de fuir aux Marquises, poursuivi par la haine et les moqueries des missionnaires, commerçants et administrateurs coloniaux. Tahiti représente à l'époque le négatif, parfois fantasmé, de notre civilisation occidentale. En 1907 dans *Les Immémoriaux*, le médecin de marine Victor Segalen s'en prend violemment aux touristes, aux autorités coloniales et religieuses qui détruisent la culture maorie.<sup>13</sup> « Car on sait qu'aux changements des êtres, afin que cela soit irrévocable, doit s'ajouter l'extermination des mots, et que les mots périssent en entraînant ceux qui les ont créés. »<sup>14</sup>

Pour manger, il n'y avait qu'à cueillir – semble-t-il. Sur les hautes îles, tout pousse, des plantes vivrières et médicinales aux fleurs dont le seul nom invite au plaisir des sens : cocotiers, bananiers, vanille, avocats, arbre à pain, et bien sûr la fleur de tiaré utilisée dans la confection du monoï, « huile sacrée ». Les îles basses sont moins riches en faune et en flore. Quant aux lagons et mangroves, ils abritent une grande variété de poissons et mollusques. Mais la symbiose millénaire entre la nature et ses obligés aura été balayée en moins d'un siècle et demi. Par l'alcool, l'évangélisation, les industriels du phosphate et du tourisme, les ingénieurs du nucléaire, etc.

**Paradis poubelle.** À 7 500km et 8h de vol de San Francisco, 67 des 118 îles polynésiennes logent 270 000 personnes. Une sur cinq y survit sous le seuil de pauvreté et plus d'un jeune sur deux est chômeur. L'alcoolisme y est « toxicomaniaque ». L'obésité touche la moitié de la population (17 % en métropole). En cause : la même *junk food* qu'en métropole, dont une bonne part de produits chinois importés. On crève ici de la modernité

---

12 Lettre de Gauguin à Mette, 1887, citée par Alain Buisine dans *Passion de Gauguin*.

13 À l'époque, le terme « maori » ne se limitait pas aux populations néo-zélandaises.

14 *Les immémoriaux*, Victor Segalen, 1907. Le livre de poche pour l'édition 2001.

plus qu'ailleurs et il nous manque un Diderot pour écrire une ultime épitaphe au voyage de Bougainville.

Avez-vous vu ces photos de cadavres d'albatros à l'estomac rempli de bouchons de plastiques ? Elles furent prises sur l'atoll des Midways, dans le Pacifique nord, certes loin de la Polynésie française mais typique de la poubelle où baigne la Polynésie. L'île Henderson par exemple, à quelques encablures de Tahiti, disons 2 000 km, concentre la plus forte densité de débris de la planète. Sur cette île de 47 km<sup>2</sup> où nul humain n'a jamais élu domicile, 17 tonnes de déchets jonchent les plages de sable fin. L'île stagne au milieu du grand tourbillon marin du Pacifique qui agrège les saloperies déversées dans l'océan, formant ce qu'on appelle le « sixième continent plastique ». « Plus de 200 espèces de poissons, crustacés et mammifères pourraient être menacées par une ingestion de plastique, ainsi que 55 % des oiseaux marins dans le monde », nous dit le plus récent rapport effectué sur l'atoll.<sup>15</sup> Les tortues ne peuvent plus pondre sur ces dépotoirs, les poissons s'étouffent avec les sacs en plastique, les oiseaux marins ingèrent les bouchons. Par endroits, le Pacifique n'est qu'une soupe de plastique noirâtre et visqueuse. Biocide, anthropocide, l'industrie pétrochimique mérite son tribunal pénal international.

En Polynésie française, le déchet est un fléau. Mais la Polynésie, et Tahiti son île principale, ne sont pas les victimes innocentes des 300 millions de tonnes abandonnées chaque année dans les mers, auxquelles il faut quatre siècles pour se désagréger. Elles sont elles-mêmes productrices. On jette ici 544 kilos de détritus par habitant chaque année contre 400 en métropole. Quant aux 160 000 touristes et croisiéristes qui passent chaque année, ils contribuent à l'ordure dans la mesure de leurs moyens. Même l'atoll de Tetiaroa, qui n'avait qu'un habitant jusqu'en 2014, vient de voir la construction d'un hôtel de luxe, *The Brando*. Le seul habitant de cette île n'est autre que Teihotu Brando, fils de l'acteur américain.

La guerre aux décharges sauvages est en Polynésie une préoccupation de premier ordre. Que faire des déchets ultimes sur une île lointaine ? Hé bien, les enfouir et laisser leur jus infiltrer les nappes phréatiques, jusqu'à écoulement dans la mer et les lagons, interdisant toute culture à proximité ; les brûler, plastique et piles compris, panachant les îles de fumées toxiques ; les transformer en boues dans les stations d'épuration ; ou encore jeter les déblais et objets volumineux, en fer ou en béton, dans les eaux profondes et le plus légalement du monde. Au moins, contrairement aux continents, le détritus polynésien n'est pas refoulé dans l'inconscient des *Centres de valorisation des déchets*,<sup>16</sup> ni enfoui sous terre avec des rebuts nucléaires. Les Polynésiens s'y confrontent chaque jour, directement. Peut-être construiront-ils, un jour, des îles flottantes sur des milliers de bouteilles plastiques ? Telle cette *Spiral Island* construite au large du Mexique sur 250 000 bouteilles plastiques.

**Paradis contaminé.** Le développement industriel apporta aux Polynésiens le salariat et le déchet. Il commence réellement au début du XX<sup>e</sup> siècle sur l'île de Makatea, à 240 km de Tahiti, dans l'archipel des Tuamotu.<sup>17</sup> Vaste de 28 km<sup>2</sup>, elle surplombe la ligne de flottaison à 100 m d'altitude. Elle apporta pendant 80 ans, 30 % des revenus polynésiens, grâce à l'extraction du phosphate utilisé dans les engrais et lessives. Puis Makatea est passée de 3 000 habitants à 54, et est devenue un cimetière de sacrifiés de la mine, après que la Compagnie française des phosphates eut épuisé le sous-sol. C'était en 1966. Aujourd'hui, l'île

---

15 *Le Figaro*, 16 mai 2017.

16 *Homo Detritus, critique de la société du déchet*, Baptiste Monsaingeon, Seuil, coll. Anthropocène, 2017.

17 Voir carte en annexe.

est une ruine avec chemins de fer et bâtiments désaffectés, trous de bombe amiantés, minima sociaux et nostalgie d'une époque dorée. Après prospection, il s'avère que du « phosphate résiduel » puisse encore être exploité. Une compagnie australienne est sur le coup pour relancer l'extraction, promettant aux océans de nouveaux déchets ultimes.<sup>18</sup>

Nauru raconte la même histoire. 21 km<sup>2</sup> à 5 000 km de Tahiti. Mêmes eaux turquoises, mêmes lagons, même Éden primitif. Dans les années 1970, grâce au phosphate, le revenu par habitant se hisse à la deuxième place mondiale derrière l'Arabie Saoudite. On surnomme les citoyens de Nauru, les « Nababs du Pacifique ». L'État claque sa fortune dans l'immobilier à Melbourne, en Australie. L'île compte cinq téléviseurs et deux voitures par foyer. Depuis la fermeture des mines, l'État est en faillite. La population vit dans les carcasses des bagnoles désossées, les magasins fermés, les grues rouillées, et le souvenir des samedis soir au bal ou au ciné. Les Seasteaders n'ont que l'embaras du choix pour implanter leurs colonies.

Revenons en Polynésie. Lors de la fermeture des mines de phosphates en 1966. Le « salut » vient du Centre d'expérimentation nucléaire du Pacifique (CEP) où s'embauchent nombre d'habitants de Makatea. 3 000 personnes y travaillent, consomment et s'intoxiquent, dont les métropolitains du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), employés aux essais nucléaires atmosphériques. À l'époque, les salariés du CEA avaient interdiction de manger les légumes produits sur place. Les meilleurs fruits et légumes du monde connaissent alors des niveaux de pollution identiques à ceux de Tchernobyl. Il faudra bien, un jour, juger les criminels de l'industrie nucléaire devant un tribunal pénal international.

193 bombes atomiques plus tard dont 41 en plein air, les atolls de Mururoa et Fangataufa sont des décharges radioactives. Comme le dit un îlien à la correspondante du *Monde* : « Chez nous, aux Tuamotu, l'île est notre mère nourricière et aujourd'hui elle est morte ». Vingt ans après les derniers essais en 1995, les niveaux de radioactivité ne sont pas « alarmants », selon les autorités. Tout du moins, tant que la radioactivité couve sous la mer. 22 puits creusés dans l'atoll de Mururoa font office de décharge nucléaire, et des masses de plutonium sont piégées dans les sédiments. 3 200 tonnes de déchets radioactifs ont été larguées au fond des mers et les cavités de tir regorgent de produits issus de la fission. Il faudrait, comme à Bure, des milliers d'années de surveillance radiologique et géologique pour surveiller la remontée des radiations, sous les effets des tremblements de terre et mouvements tectoniques.

Sur l'île de Hao, ancienne base du complexe nucléaire polynésien, l'armée est chargée de la dépollution. Quand bien même la Polynésie atteindrait l'indépendance, l'île n'en finirait jamais avec la présence militaire française. En 2011, le Ministère de la Défense reconnaissait un risque d'effondrement partiel de l'atoll de Mururoa du fait des tirs souterrains. Mais le Seasteading Institute trouvera bien des solutions de relogement pour les habitants, sur un bidonville flottant.

**Paradis submersible.** L'affaire préoccupe autant les Tahitiens que les *techies* de San Francisco.<sup>19</sup> Le climat se réchauffe, les eaux montent et menacent de disparition un tiers des îles polynésiennes d'ici 2100.

À mi chemin entre Papeete (capitale de Tahiti) et Honolulu (capitale d'Hawaï), les Kiribati sont les premières sur la liste des paradis submersibles. Leur siège à l'ONU l'est donc aussi :

---

<sup>18</sup> *Charlie Hebdo*, 5 juillet 2017.

<sup>19</sup> Voir *Écologisme et transhumanisme (des connexions contre nature)*, TomJo, 2016.

un État, pour être reconnu, doit s'élever au-dessus du niveau de la mer. Les îles les plus hautes ne culminent qu'à deux mètres d'altitude, soit la hausse des eaux prévue d'ici 2100. Il faut voir les images désespérantes de ces Gilbertins (habitants des Kiribati) voués aux abysses. Jour après jour, ils reculent leurs malheureuses digues en pierre sèche pour se défendre de l'océan. « Il ne s'agit plus de s'adapter à un environnement changeant, témoigne le président Anote Tong, mais de survivre. Si vous étiez confronté, avec votre famille, à la possibilité de voir votre maison submergée, sauteriez-vous sur une île artificielle ? Je pense que la réponse est oui. »<sup>20</sup> Appelée à disparaître d'ici 20 à 30 ans, la République des Kiribati a déjà acheté 20 km<sup>2</sup> de terres aux îles Fidji pour relocaliser ses habitants. En attendant les radeaux urbains.

Dilemme polynésien. Soit vous priez pour que les États les plus polluants tiennent leurs promesses faites lors d'une Conférence internationale sur le climat. Soit vous vous en remettez à une guilda de milliardaires californiens qui vous offre un radeau de sauvetage, une nouvelle prospérité, et la promesse d'être à l'avant-garde de la civilisation naissante.

### **Paradis de l'innovation dérégulée pour transhumanistes ultra marins**

Notre civilisation est majoritairement terrestre depuis quelques millions d'années. C'est donc à un bouleversement anthropologique que s'attaque le Seasteading Institute dans son programme *Seasteading*, rédigé par Joe Quirk, et publié en mars 2017, avec un sous-titre explicite : *Comment les nations flottantes vont restaurer l'environnement, enrichir les pauvres, soigner les malades et libérer l'humanité des politiciens.*<sup>21</sup> Dans leur *bluetopia*, décalque des mythes fondateurs américains, les *aquapreneurs* de l'urbanisme flottant partent à la conquête de la *Frontière Bleue*, posent les bases d'une *seavilization* fluide et responsable, proposent aux futurs *seatoyens* de faire *seacession* avec les pesanteurs des gouvernements terrestres.

« Nous voulons donner le pouvoir aux gens de choisir le type de société qu'ils veulent. Si vous êtes sur un bateau de croisière, vous ne passez pas votre temps à réfléchir à qui va être le capitaine ou à voter. Le capitaine vous traite bien parce que vous pouvez décider d'aller ailleurs. Plus il y aura de ces sociétés flottantes, plus les gens auront le choix. C'est une approche de marché. (...) Pour faire émerger les meilleures solutions, les gens doivent choisir et partir librement. »<sup>22</sup>

Justement les gens n'ont pas le choix sur les bateaux de croisière. Ils ne font pas « ce qu'ils veulent », mais ce que la compagnie a programmé et rendu possible. Il n'y a rien de si accablant que le spectacle de ces clapiers flottants, tous pareils, et dont les passagers, tous pareils, sont contraints aux mêmes activités, sur le même bateau ou sur les autres. Quant à « partir librement », il faut attendre un port. Il n'y a aucune raison de penser que le principe de rationalisation et de normalisation qui meut la technocratie s'arrête à l'embarcadère.

Il faut être un crétin, ou un bonimenteur sans vergogne, pour prétendre qu'on peut fuir *d'une île* – artificielle ou non, peu importe – plus facilement que de Corée du Nord ou de tous ces camps, socialistes ou fascistes, qu'on a connus, *isolés* par des murs, des gardes, des miradors, des champs de mines, etc. Il faut n'avoir aucune notion des ravages du huis-clos et

---

20 <http://ecologie.blog.lemonde.fr>, septembre 2011.

21 Joe Quirk aidé de Patri Friedman, Free Press, 2017, USA. Toutes les traductions depuis l'américain sont de l'auteur.

22 *We Demain, op.cit.*

de l'insularité, ou au contraire, leurrer sournoisement une population captive, pour soutenir que des îles technologiques, sous l'emprise de leur technocratie dominante, avec sa police maritime, puissent être autre chose que les paradis artificiels du conformisme et de l'autoritarisme.

Si la guerre froide a permis l'envoi d'hommes dans l'espace, nous dit Joe Quirk, notre guerre écologique actuelle doit permettre l'appareillage des villes pour le grand large. « Notre projet polynésien est une étape supplémentaire dans un domaine légal que l'industrie de la croisière a déjà établi. À Tahiti, le M/S *Paul Gauguin* navigue sous pavillon des Bahamas. Ses propriétaires sont enregistrées dans les îles Caïmans et dans le Delaware. Les passagers paient en dollars. Les désaccords entre les passagers et le propriétaire se règlent sous la juridiction de la Polynésie française. Les passagers comme les employés viennent du monde entier. Alors, on est face à quelle communauté ? Américaine ? Polynésienne ? Des Bahamas ? C'est unique. Des milliers de vaisseaux flottants sont autant d'arrangements uniques de gouvernance. »<sup>23</sup>

Ce qui empêche les propriétaires et l'équipage du S/M *Paul Gauguin* de jeter leurs passagers par-dessus bord après les avoir dépouillés, ou de les réduire en esclavage, c'est l'existence d'un État tutélaire, la Polynésie, la France, qui leur imposent une loi extérieure, débattue, votée et appliquée par les citoyens polynésiens et français. En l'absence d'État, ce n'est pas nécessairement l'autonomie de la communauté de bord qui s'épanouirait, comme le phantasment les nostalgiques des communautés pirates et le confusionniste américain Peter Lamborn Wilson (*alias* Hakim Bey), prêchi-prêcheur d'une mystique cyber-punk qui ravage les milieux artistico-anarchistes : « Zones d'Autonomie Temporaire », *raves*, festival *Burning Man*, etc. Or ce que révèle l'examen des bocaliers alternatifs (communautés, squats, ZAD et autres enclos d'expression libertaire), ce peut être *au contraire*, une étouffante tendance au conformisme et à l'autoritarisme, entre *La Ferme des animaux* (Orwell) et *Sa Majesté des Mouches* (Golding).

**Techno-primitivisme.** C'est avec cet esprit de conquête typiquement californien (en fait typiquement américain, anglais, hollandais, espagnol, portugais, français, pour se limiter aux Européens et aux temps modernes), que les Seasteaders s'attaquent à l'anthropisation des océans comme leurs prédécesseurs entreprirent la conquête de l'Ouest. Pour le magazine *Wired*, porte-voix des *techies*, les villes flottantes seraient « le rêve ultime des entrepreneurs de la Silicon Valley : aucun signe de terre ni de civilisation à l'horizon ».<sup>24</sup> Seule une connexion haut débit les rattacherait au continent. Un tel attrait pour les régions reculées, de la part d'entrepreneurs de la *high tech*, a de quoi surprendre les Européens. Mais il faut voir, tous les matins, les salariés de Google, Microsoft, Mozilla, Facebook ou la NASA emprunter l'*Interstate* 280 depuis San Francisco, longer les Monts Santa Clara, traverser parcs et réserves naturelles, et rejoindre leurs campus de *Mountain View* où ils se déplacent à vélo. Il faut les voir, partir le week-end en camping sauvage, soit dans les forêts de séquoias, soit aux portes de la Vallée de la Mort, au risque d'une rencontre avec un ours noir – le même qui orne le drapeau californien. On peut être ingénieur informatique la semaine, et aimer la nature sauvage le week-end. Tout *techies* qu'ils soient, les tâcherons de la Silicon Valley habitent le pays d'*Into the Wild* et *Captain Fantastic*, des romans d'Henry David Thoreau et de Jack London (né à San Francisco), des courants primitivistes à la John Zerzan. Ils sont fascinés par les grands espaces qui ceinturent leur *open space*. En 2014, Macintosh nommait son système d'exploitation Yosemite, d'après le célèbre parc naturel californien. Alors le

---

23 *We Demain*, op. cit.

24 « Silicon Valley Is Letting Go of Its Techie Island Fantasies », 16 mai 2015

Pacifique sud... c'est un « rêve ultime » d'amateurs de nature. Ils l'aiment, oui, comme les asticots aiment la viande. C'est-à-dire qu'ils la consomment et la détruisent.

Depuis 2012, les Seasteaders organisent un festival nommé *Ephemerisle*. C'est l'équivalent aquatique de *Burning Man*, ce festival pseudo-tribal, autogéré, attirant 70 000 personnes dans une véritable cité éphémère construite dans le désert du Nevada. Imaginez une sorte de *rave party*, mais sur l'eau. La bande-son en serait une musique régressive et répétitive, pseudo-chamanique, produite par ordinateur. L'esthétique serait « tribale », l'organisation « nomade », et les drogues de synthèse. Chaque été, quelques centaines de jeunes ingénieurs de la Silicon Valley, viennent jouer à l'autogestion sur des bâtiments flottants, le plus souvent bâtis de leur main. Ils y lisent de la littérature prétendument anarchiste, font la fête jour et nuit, séjournent dans des maisons flottantes. L'initiateur de l'événement est Patri Friedman, ingénieur chez Google, porte-parole du Seasteading. Il est aussi petit-fils et continuateur de l'économiste ultra-libéral Milton Friedman – petit-fils à grand-papa. *Ephemerisle* participe du *storytelling* des Seasteaders. Leur pseudo-retour à une vie primitive préfigure leur idéal libertarien. Les plateformes se font et se défont au gré des envies, comme plus tard les villes flottantes. Vous en avez assez des fêtes techno, prenez votre barge et rejoignez l'île des familles. Ainsi sera la *seavilisation* : fluide, sans attache ni devoir, de sorte que nul n'ait le pouvoir d'obliger qui que ce soit à faire quoi que ce soit. Et il n'y aura ni *dealers* ni prédateurs, puisqu'ils n'auront pas le droit d'exister. Et donc, il n'y aura pas non plus de protection organisée contre ces fantômes résiduels du Vieux monde étatique et terrestre.

Coïncidence, une semaine avant la signature du protocole entre Tahiti et le Seasteading mourrait Zygmunt Bauman, le philosophe de la « société liquide ». Sa métaphore illustre notre post-modernité : aucune permanence ne saurait emprisonner la pure liberté individuelle des consommateurs, libres d'aller où ils l'entendent, de faire et défaire leurs relations sociales comme leur identité au gré de leurs caprices, par-delà les États et les contingences matérielles. Avec le Seasteading Institute, la métaphore de la société liquide prend toute sa « concrétude ». Les futures villes flottantes se déplaceront, s'agrègeront, se composeront et se recomposeront sans cesse grâce à des appartements « plug and play ».

Le primitivisme du Seasteading est évidemment un mensonge, un récit fumeux pour emballer ses desseins prédateurs. Les Seasteaders ne souhaitent pas vivre en chasseurs-cueilleurs, ni revenir à la grotte. Ils veulent au contraire développer librement toutes leurs envies et capacités technologiques, sans rendre de compte à un État, mais en profitant tout de même de ses circuits de relations et commandes publiques, infrastructures matérielles et budgets de recherche, assurances contre la faillite personnelle et protection des données. C'est une sécession à sens unique.

« Seasteading est moins une idéologie qu'une technologie », affirme leur livre bleu. L'ère des politiciens et des idéologues est révolue. Suivant le réductionnisme seasteadien, les lois des États sont à considérer comme des lignes de code et la Constitution comme un software. Le tout reprogrammable par les ingénieurs système du vivre-ensemble. Leur expansion maritime n'a rien à voir avec les marchés et villages flottants dont ils revendiquent pourtant la filiation : ceux construits de bric et de broc sur les rives d'Hô-Chi-Minh-Ville ou de Hong Kong. La ville flottante inaugurée en Polynésie sera une base pour technocrates, une *smart island*, aliénant la survie de ses résidents aux possesseurs de capitaux, à leurs bureaux de R&D, et à leurs technologies inappropriables par le commun des Terriens. Elle est une insulte à l'idée d'autonomie défendue par les écologistes radicaux, une récupération et une inversion.

**L'Enfer bleu.** Selon l'idéologie technicienne des Seasteaders, les États ne sont pas des *agents du désastre*, mais simplement *incompétents* dans la *gestion* de la crise écologique. C'est pourquoi ils prétendent s'y substituer dans la *résolution* du *problème*. L'année 2050, dans leur manifeste, signe l'entrée de l'humanité dans la zone de mort. Le pic de pétrole dépassé, la moitié de la planète privée d'eau potable, les sols stériles, les « stocks halieutiques » disparus, la (sur)population mondiale, concentrée dans les mégapoles côtières, devra trouver l'équivalent en terres arables de deux fois le territoire chinois pour se nourrir. « L'humanité s'apprête à plonger d'ici 2050. Nous pouvons nous noyer comme nous pouvons flotter. »<sup>25</sup> Alors courage, flottons !

Parmi les exemples de cette future existence insulaire, ces bâtiments marins sur lesquels vivent des centaines de personnes, ne serait-ce que quelques semaines : cargos de marchandises, plateformes pétrolières, bateaux de croisière. Il y a surtout ces États et cités côtières qui ont déjà entamé leur colonisation des océans. Ainsi les polders des Pays-Bas que la mer menace constamment. Rotterdam ouvrait en 2010 un « Pavillon flottant » comme centre d'exposition de l'urbanisme marin. Le Japon, petit État insulaire et surpeuplé, vogue lui aussi à l'avant-garde avec son aéroport international flottant dans la baie d'Osaka. En 2010, Singapour inaugurerait son stade de football flottant. En 2011, la Corée du sud mettrait en service trois îles photovoltaïques sur la rivière Han de Séoul. L'Inde lui emboîterait le pas avec une plate-forme solaire équivalente à 27 terrains de base-ball. Plus fou encore, la Shimizu Corporation voudrait construire d'ici 2025 un gratte-ciel flottant dans la baie de Tokyo capable de loger un million de personnes. Produit en nanotubes de carbone, il produirait la moitié de son énergie et serait neutre en CO<sub>2</sub> grâce à ses jardins suspendus.

Les Seasteaders ont pris langue avec les Néerlandais de Delta Sync, la boîte qui a mis sur l'eau le Pavillon flottant de Rotterdam. D'après les calculs des Hollandais, « Seulement 0,8 % de la superficie mondiale de la mer est nécessaire pour accueillir 5 milliards de personnes dans des villes flottantes à la même densité que les villes terrestres actuelles ». Pour bien faire, il faut les penser comme des métabolismes cycliques dans lesquels rien ne se perd et rien ne se crée, « où la ville flottante capturera les nutriments et les eaux usées pour créer de la nourriture et du carburant à fournir à la ville. » Où vous boirez votre urine après retraitement. Ce que les habitants de Singapour ou San Diego expérimentent déjà, sous les yeux conquis de l'ONU pour qui « 22 % de la demande mondiale en phosphore pourrait être satisfaite grâce au traitement des urines et des excréments humains ». D'après l'UNESCO, les eaux usées seraient l'« or noir » du siècle qui vient, retraitées pour l'agriculture ou la consommation humaine. Face à la pénurie, comprenez bien qu'il vous faudra racheter votre urine.<sup>26</sup> C'est ça, aujourd'hui, l'écologie et les « technologies vertes ».

À ville artificielle, survie artificielle. En Polynésie, les Californiens développeront leurs recherches sur « l'aquaculture, l'agriculture verticale, les recherches en science et ingénierie écologique, l'énergie marémotrice, la médecine, les nanotechnologies »<sup>27</sup> Leur urbanité maritime profitera des dernières trouvailles en bio-ingénierie marine pour produire de la nourriture, et en nanomatériaux pour flotter et produire de l'électricité. Le protocole d'accord signé à San Francisco entre la Polynésie et le Seasteading l'a été en présence de maîtres des nano et biotechnologies, tel Joby Pritzker, dont la société investit entre autres dans

---

25 *Seasteading*, op. cit.

26 *Les Echos*, 22 mars 2017.

27 *France 24*, 5 avril 2017.

l'ingénierie génétique et alimentaire (notamment végan<sup>28</sup>). Ou encore Jim von Ehr, créateur de Zyvex (nanotechnologie moléculaire), membre du conseil d'administration du Seasteading.<sup>29</sup> On ne parle pas ici de cases en bambous sur pilotis de bois coiffés d'un toit en paille. Si les prototypes polynésiens ne comptent que dix îles de 25m de côté et cinq de 14m pour héberger 200 personnes, à terme, le Seasteading évoque des gratte-ciels en haute mer, des villes avec hôpitaux, écoles, gymnases, bureaux, mais aussi espaces verts, pelouses et champs. Des villes, quoi.

### Mélenchon et la planification du pillage écologique

Avant même le débarquement des Seasteaders en Polynésie, « l'écosocialiste » Jean-Luc Mélenchon nous appelait, en 2013, à la conquête des océans, d'autant que la France et ses DOM-TOM disposent d'un vaste espace marin : « Je veux souligner l'importance de penser dès aujourd'hui l'incontournable expansion vers les océans et les mers d'une humanité aujourd'hui composée de 7 milliards d'êtres humains et bientôt de 12 ! [...] La mer et les océans représentent 70 % de l'espace terrien. Ils sont moins connus que la surface de mars ! [...] La mer et les océans sont l'aventure concrète de l'humanité pour ce siècle-ci. »<sup>30</sup> Quatre ans plus tard, il se répète dans son programme présidentiel. On croit lire le Seasteading : aquaculture, récifs artificiels pour l'algoculture, hydroliennes, éolien *offshore* et flottant, « amélioration variétale » des algues (des OGM ?) pour en faire du carburant, etc.<sup>31</sup> La « planification écologique » dont il nous rebat les oreilles, lui et ses lieutenants, Martine Billard, François Ruffin et cie, c'est la poursuite du pillage écologique sous un autre nom.

Vu l'immensité de la mer, « Il n'y a pas d'autre limite à investir, à inventer, à installer des machines éoliennes », s'emballe le Capitaine Mélenchon dans son discours holographique du 5 février 2017. Il veut implanter dans les eaux françaises l'équivalent de 15 réacteurs nucléaires. Productiviste et prédateur marin, Mélenchon est aussi un ravageur de l'espace. Son *Avenir en commun*, programme présidentiel 2017, entendait ni plus ni moins « Développer les missions interplanétaires en fédérant notamment les différentes missions vers Mars et assurer la participation française à ces missions, avec comme perspective un vol habité interplanétaire aux objectifs scientifiques. » Face au réchauffement climatique, les techniques spatiales seront une force d'entraînement de la survie sur Terre, capables « de garantir à l'humanité l'accès aux besoins fondamentaux que sont la nourriture, l'eau ou l'air. » Les astronautes inaugurent notre future vie encapsulée, eux qui boivent déjà leur urine.

Quand *La Dépêche de Tahiti* lui demande son avis sur le *Seasteading*, le candidat Mélenchon n'a qu'une réticence, le montage administratif et fiscal avec le gouvernement de Polynésie.<sup>32</sup> Les deux parties se sont en effet accordées pour créer une Zone Économique Spéciale *ad hoc*, c'est-à-dire aux réglementations avantageuses pour les patrons. Peu d'impôts et de taxes, un Droit du travail à la baisse, et la promesse de créer des emplois sur place. Quant à l'artificialisation des mers et des lagons, '*aita pe'ape'a*, comme on dit à Tahiti, pas de problème !

---

28 Sa société Tao Capital Partners finance notamment Hampton's Creek et Soylent qui produisent des substituts protéiniques à la viande animale. Voir *Écologisme et transhumanisme*, *op. cit.*

29 *La Dépêche de Tahiti*, 16 janvier 2017.

30 *La vie est à nous !/Le Sarkophage*.

31 *La mer, nouvelle frontière de l'humanité*, livret au programme 2017 de La France Insoumise.

32 18 avril 2017.

Rien d'étonnant alors à ce que Mélenchon épouse les idées transhumanistes, citant régulièrement Condorcet pour qui « l'espèce humaine doit être regardée comme susceptible d'un progrès indéfini ». Comme la mer ou l'espace, la mort est une « frontière de l'Humanité » à conquérir : « Gagarine a franchi cette frontière de l'espace, déclare Mélenchon sur un plateau télé en 2012. Lorsque les femmes ont pu contrôler leur fécondité, c'était une frontière. Ce qui était autrefois une condition biologique a cessé d'être une servitude. Demain nous vaincrons la mort. »<sup>33</sup> Ce n'est pas là une citation détournée, *extraite de son contexte*. Sur son site, il disait déjà en 2011 : « Il se trouve que la Une [du *Point*] mettait en exergue l'idée d'immortalité des humains, frontière qui me fascine. »<sup>34</sup> Dans la bouche de Mélenchon, l'écosocialisme est un transhumanisme.

**Frankenfish.** Nourrir la planète, nettoyer les océans, capter le CO<sub>2</sub> de l'atmosphère, anticiper la fin du pétrole, toutes ces questions trouveraient leur solution unique dans la production d'algues industrielles. La Révolution Bleue des Seasteaders, c'est l'expansion et l'accélération maritime de l'industrialisme.

Après modification génétique, les algues deviendraient cette pierre philosophale qui transformerait nos déjections en aliments et pétrole. D'une part, les micro et macro-algues se développent en captant le CO<sub>2</sub> de l'atmosphère grâce à la photosynthèse. D'autre part, elles fourniraient des quantités océaniques de protéines (on pense à la spiruline) et de carburant. Les Seasteaders pourraient ainsi assouvir leur boulimie énergétique tout en nettoyant l'atmosphère et les océans. Il suffirait de construire des usines d'algues génétiquement reprogrammées autour des villes flottantes. Ils pourraient ensuite utiliser ces algues comme monnaie d'échange auprès des populations continentales qui verraient elles-mêmes leur empreinte environnementale réduite grâce aux économies d'eau potable nécessaire à la production de leurs protéines animales terrestres.

Si la NASA nourrit déjà ses spationautes avec des algues, il n'est pas certain qu'elles soient du goût de tous. Pas de panique : « Imaginez l'énorme potentiel des techniques de manipulation génétique appliquées à plus de dix mille espèces d'algues [...]. On pourrait avoir des algues qui goûtent comme des tomates. Qui sait ? »<sup>35</sup> Et des algues génétiquement modifiées sur les cartes postales de Tahiti ?

Aussi rebelles et primitifs que sont les Seasteaders, aussi philanthropiques et écolos qu'ils se prétendent, leurs algues font déjà partie des plans de reconversion des géants du carburant et de la chimie face à la fin annoncée du pétrole bon marché. Qui d'autre qu'Exxon Mobile, Dow Chemical, Chevron, Total ou l'US Navy a les moyens et les compétences pour reprogrammer l'ADN du vivant et en faire le carburant du futur dans leurs laboratoires de biologie synthétique ?<sup>36</sup> Leur écologie est rationnelle. Face à la rareté, les industriels cherchent de nouvelles matières premières à exploiter. En conséquence, ils lancent un nouveau cycle de privatisation du vivant et créent des êtres vivants synthétiques dont nul ne peut prévoir le comportement une fois lâchés en pleine mer. Leur résistance aux bactéries et aux prédateurs non-reprogrammés font courir le risque de colonisation, de pandémies, voire

---

33 *Des Paroles et des actes*, 12 janvier 2012.

34 [jean-luc-melenchon.fr/2011/06/15/avec-mikis-theodorakis/](http://jean-luc-melenchon.fr/2011/06/15/avec-mikis-theodorakis/) Le 2 juin 2011, *Le Point* titrait : « L'Homme qui promet l'immortalité ».

35 *Seasteading*, op.cit.

36 *Innovation scientifique : la biologie de synthèse*, Frédéric Gaillard, L'échappée, 2013, ou [piecesetmaindoeuvre.com](http://piecesetmaindoeuvre.com).

d'extinction des espèces naturelles. De futurs « crimes contre l'Humanité » ?<sup>37</sup>

**Transhumanisme flottant.** Le projet polynésien du Seasteading est donc de créer une Zone Économique Spéciale innovante, une « ZES ». Les villes de Hong Kong et Shenzhen en Chine sont le modèle économique des Seasteaders : ni impôts ni taxes sur les bénéfices, ni licences commerciales ni restrictions d'aucune sorte sur les flux commerciaux et la création d'entreprises. Depuis qu'elle est un paradis réglementaire et fiscal, la ville de Hong Kong est l'une des plus riches et la plus densément peuplée du globe : 7 millions de personnes pour 1 000 km<sup>2</sup>. 200 000 d'entre elles vivent dans des « maisons-cages » grillagées. En réponse à ces cages inhumaines, des entrepreneurs louent des clapiers luxueux de 2m<sup>2</sup> et 1m10 de haut empilés les uns sur les autres. Le design léché, blanc, épuré, ressemble à un MacBook. Pour 335 € par mois vous avez le wifi, un écran de télé et l'air conditionné. Ils sont surnommés « appartements capsules » en référence aux capsules spatiales.<sup>38</sup> Mais la richesse de Hong Kong lui permet aussi d'augmenter sa superficie artificiellement, installant un aéroport et un parc d'attraction Disneyland Resort sur un polder.

Le projet polynésien du Seasteading n'est pour l'instant décrié par Mélenchon et *Libération* que comme paradis fiscal, comme « arche de Noé pour les bénéfices de Wall Street ».<sup>39</sup> Or ce n'est ni son seul but, ni le principal. Il s'agit d'abord de disposer de centres de recherche extra-légaux. Sur les prototypes, on trouvera des laboratoires de recherche en nanomatériaux pour le secteur du BTP flottant, les centrales électriques insubmersibles, le traitement des eaux usées ou la désalinisation d'eau de mer. Les Seasteaders préparent leur centre médical hors des contraintes éthiques. Les modèles actuels de sécurité sociale sont pour eux obsolètes, lourds, lents et coûteux. Les restrictions réglementaires étoufferaient tellement les innovations qu'elles en deviendraient hors de prix. Pour les Seasteaders qui rejoignent les oppositions à l'*ObamaCare*, « le meilleur endroit pour construire un hôpital sur la planète est un bateau navigant juste à l'extérieur des eaux territoriales américaines. » Un laboratoire d'expérimentation médicale sans loi ni règle ? Les nazis et les complexes militaro-scientifiques en ont eu, en Allemagne, en URSS, aux USA, etc., et continuent d'en avoir, en Chine, en Europe, etc. Les Seasteaders ne font, en l'espèce, qu'ouvrir la voie au privé, au crime organisé, aux transnationales et aux organisations non étatiques.

Lors de la première conférence internationale du Seasteading, organisée en 2009 dans un hôtel de la banlieue de San Francisco, les participants s'enthousiasmaient pour les potentialités du projet : entre les combats d'*ultimate fighting* et les bordels, ils voyaient déjà les possibilités de recherche en thérapie génique, cryogénéisation, clonage, augmentation cérébrale et physique, vente d'organes et même élevages de bébés. Autant de recherches réglementées et contrôlées par les autorités sanitaires. « Presque toutes les idées présentées par les participants permettraient de tirer parti des activités qui contournent les lois et règlements existants », relevait le journaliste de *Wired* présent sur les lieux.<sup>40</sup>

Dans leur livre, Joe Quirk et Patri Friedman racontent leur rencontre avec l'Université de la Singularité, le centre de recherche des transhumanistes. Invités à leur conférence annuelle sur la « médecine exponentielle », ils discutèrent leur projet de ville flottante avec les fondateurs du *Medical Research Technologies* venus présenter leurs implants cérébraux pour malentendants. Leur établissement dans des eaux internationales leur garantirait en effet la

---

37 *Alerte à la biologie de synthèse*, Pièces et main d'œuvre, 2013.

38 *Le Monde Magazine*, 15 décembre 2016.

39 *Libération*, 7 mai 2017.

40 *Wired*, 19 janvier 2009.

poursuite de leurs recherches sans avoir à « accepter de compromis d'ordre éthique ». <sup>41</sup> L'éthique étant, comme on le sait, un obstacle à la liberté de recherche, heureusement confinée le plus souvent à des comités de complaisance, internes ou externes.

La bête noire des transhumanistes c'est la Food and Drugs Administration – la FDA, qui évalue les médicaments avant leur mise sur le marché. Cette bureaucratie entraînerait, selon nos innovateurs transhumanistes, des mois de tractations et des sommes mirobolantes en conseils juridiques, avant de pouvoir commercialiser une thérapie. Elle serait inefficace, incapable de répondre aux nouveaux besoins sanitaires de nos sociétés, freinerait l'innovation, etc. Or, rien de tel dans les eaux internationales ou dans une Zone économique spéciale. Les transhumanistes y trouveraient « une occasion unique de remodeler efficacement et en toute sécurité le cheminement réglementaire ». En clair : n'avoir de comptes à rendre à personne dans l'expérimentation des technologies « d'augmentation » : génétique, biologie de synthèse, interfaces cerveaux-ordinateurs, etc.

Le Seasteading Institute est le joujou de Peter Thiel qui y a investi plus de 2 millions de dollars. Fortune faite avec le service de paiement en ligne PayPal, puis avec Facebook et Palantir, Thiel finance la plupart des transhumanistes californiens. L'aura scientifique et médiatique du transhumanisme ne serait rien sans les moyens du techno-millionnaire pour qui « l'intelligence artificielle et le Seasteading sont nos seuls espoirs ». <sup>42</sup> Thiel a ainsi donné 100 000 dollars en 2006 et 200 000 en 2007 au *Machine Intelligence Research Institute*, dont le projet est de sacrifier l'intelligence humaine au profit des intelligences artificielles, puis de fusionner les cerveaux avec les ordinateurs. Leur monde inhumain est celui de notre obsolescence programmée (fin des emplois, des ouvriers de l'automobile aux avocats, journalistes, professeurs) et de notre soumission à la rationalité indépassable des caulettes intelligentes. Cet institut profite aussi des investissements des patrons de Google Sergueï Brin et Larry Page, ou de ceux du patron de Skype, Jaan Tallinn. *Smart Island*, c'est vivre en robot sur une île-machine

« No Death, No Taxes », résumait le *New Yorker* à propos de Peter Thiel. <sup>43</sup> Obnubilé par la conquête de l'immortalité (sa *New Frontier*), Thiel finance *Humanity+*, la principale et la plus médiatique fondation transhumaniste portée par le végan David Pearce. Il a donné, en 2006, non moins de 3,5 millions de dollars au transhumaniste Aubrey de Grey et à sa *Methuselah Foundation*. Le but de cette fondation est de conquérir l'immortalité par des solutions génétiques à la dégénérescence de nos cellules. Il investit également une part de sa fortune dans l'entreprise de séquençage génétique *Halcyon Molecular* dont l'objectif est d'effectuer le séquençage génétique complet d'une personne en moins de dix minutes et pour moins de 100 dollars. Finalement, « la mort n'est qu'un problème à résoudre » <sup>44</sup>, nous dit Peter Thiel (comme Jean-Luc Mélenchon d'ailleurs).

Ce que Peter Thiel craint le plus, c'est de ne pas vivre assez longtemps pour profiter lui-même de ses investissements en matière d'anti-vieillesse. C'est ainsi qu'il est devenu client d'*Alcor Cryonics* qui le cryogénisera dans du nitrogène liquide après sa mort. L'un de ses dadas est la transfusion de sang donné ou vendu par des jeunes gens, et utilisé comme cure de jouvence. Il y a une polémique en ce moment dans la Silicon Valley pour savoir si Thiel est oui ou non client d'Ambrosia, la boîte qui propose une transfusion de 2 litres de sang neuf pour 8000 dollars. Il avoue néanmoins qu'il s'« intéresse en ce moment à la

---

41 *Seasteading*, op. cit.

42 *The New Yorker*, 28 novembre 2011.

43 *Idem*.

44 *Business Insider*, 9 février 2012.

parabiose [greffes en tout genre], qui [lui] a l'air d'être une piste intéressante. »<sup>45</sup> Ça vous rappelle quelqu'un ? Non, pas Dracula, mais Benedict Howard, le milliardaire de *Jack Barron et l'éternité*, qui fait enlever des enfants pour vampiriser leur sang après traitement, afin de vivre à perpétuité.<sup>46</sup>

Résumons. Des milliardaires préparent leur Arche de Noé avant la montée des eaux et la stérilisation des terres. Ils s'assurent d'une alimentation et d'une énergie abondantes. Ils renforcent leur pouvoir économique en dehors des législations et des taxes. Ils se promettent, ainsi qu'à leur descendance – conçue en laboratoire – d'augmenter leurs capacités physiques et mentales pour perpétuer la domination de leur espèce supérieure. Enfin, ils s'assurent qu'aucun État ne pourra les arraisonner grâce à la géographie et la fluidité de leur clinique flottante. Quant à nous, nous resterons ces « chimpanzés du futur » aux prises avec les déchets, le manque d'eau claire et la radioactivité.<sup>47</sup>

Voilà donc à quoi collabore le gouvernement polynésien. Une nouvelle colonisation par une surhumanité génétiquement modifiée. Les Polynésiens ont raison d'être inquiets de la disparition de leurs lagons et de leur culture. Mais c'est le monde entier que menace le naufrage.

### À l'assaut des « Cités idéales »

L'alliance du transhumanisme et de la *smart island*, dans la bouche de Peter Thiel notamment, n'est pas fortuite. À nature artificielle, nature humaine artificielle. Question d'adaptation. Tout ce qui fait la vie sur la ville flottante sera ordonné, calculé, reprogrammé par nos techno-maîtres : eau claire, protéines, énergie, habitat, mais aussi génétique. Pas d'herbes folles ni de comportements à risque, pas de maladies infectieuses ni de jardins secrets. Mais « l'homme standard » de Le Corbusier, dans sa « machine à habiter » technototalitaire. Un urbanisme fasciste, communiste, démocrate – peu importe – mais toujours fonctionnel et produit de cet « esprit industriel, mécanique et scientifique » (Le Corbusier) qui conçoit en 1925 le plan Voisin (raser plusieurs arrondissements de Paris pour édifier des tours) ou le projet Germania de Speer et Hitler.<sup>48</sup>

Dans sa série de l'été 2017 sur les « Grandes utopies », *Le Monde* a évoqué *L'Utopie* de Thomas More, *La Cité du Soleil* de Campanella, *L'Icarie* de Cabet, les *phalanstères* de Fourier ou Godin. Ces cités « idéales » – assez répulsives en fait – représentent un mythe fondateur pour les promoteurs des *smart cities*, du *Monde* aux industriels du secteur. On peut les voir comme des préfigurations de l'urbanisme fonctionnel, des *smart cities* et des *smart islands* du Seasteading, quoique celui-ci n'en revendique pas explicitement l'héritage.

Parmi ces utopies, *La Cité du Soleil* inspira Louis XIV – le Roi Soleil. La « Cité idéale » de Campanella est égalitaire, scientifiquement équilibrée – *sous contrôle total*. La famille n'existe plus, les unions et la reproduction sont planifiées selon les qualités génétiques des

---

45 *Daily Mail*, 4 septembre 2017.

46 Norman Spinrad. Denoël, 1969.

47 *Manifeste des chimpanzés du futur contre le transhumanisme*, Pièces et main d'œuvre, Service compris, 2017.

48 *Les vrais « fascistes » de notre temps - Le Corbusier et les architectes urbanistes*, Pièces et main d'œuvre, 2015.

reproducteurs, comme dans les banques de sperme et d'ovocyte actuels. « Ainsi les habitants de cette heureuse cité se moquent-ils de nous, qui donnons tous nos soins à l'amélioration de la race des chiens et des chevaux, et qui négligeons celle de notre espèce. » Après-guerre, Campanella est lu comme une influence de l'eugénisme nazi. Aujourd'hui il nourrirait celui des transhumanistes dans l'élaboration d'une humanité supérieure, parfaite, et biologiquement adaptée à son technotope, mais aussi la « planification écologique » des mélenchonistes.

Après Campanella vient Étienne Cabet, surnommé le « Père Cabet » par les nombreux prolétaires qui le lisaient. Auteur en 1840 d'un *Voyage en Icarie*, il fut l'un des premiers en France à s'affirmer « communiste ». Son Icarie, communiste et communautaire, parfaite et statistique, était très populaire. En Icarie, la quantité et la qualité des produits de consommation courante sont planifiées et uniformisées par des comités spécialisés. *Idem* pour les maisons, les rues, les villes et les jardins, planifiés scientifiquement pour répondre à l'Ordre supérieur de l'intérêt général communisant. En Icarie, pas de café ni d'hôtel particulier, uniquement des bâtiments collectifs. La journée des Icariens est calculée, divisée entre tâches ménagères et travail : tout le monde suit le même emploi du temps, se lève et se couche à la même heure. En Icarie, c'est l'individu qui s'adapte à la collectivité machinique et aux machines elles-mêmes, comme ce sera le cas dans l'Enfer bleu des gratte-ciels flottants ou l'Enfer vert des villes intelligentes. Et non l'inverse. En Icarie, « Le rôle de l'agriculteur est celui de "directeur intelligent et ordonnateur éclairé". Pas un pouce de terrain perdu, pas une ronce, une herbe ou une pierre ; les clôtures et les haies ont été supprimées, les seuls arbres plantés sont fruitiers ou fournissent de la matière première. Ainsi, quarante ans de culture rationnelle et de recherche scientifique ont permis l'amélioration des produits agricoles "en volume et en bonté", témoignant, au regard de l'étranger, du travail parfait de l'homme qui a triomphé à la fois de la nature et de ses instincts individualistes. »<sup>49</sup> Dans une ville flottante ou une *smart city*, les jardins ne sont-ils pas suspendus et les algues génétiquement modifiées ? « Toutes les idées intellectuelles sont tellement subordonnées à la physique de la nature que les comparaisons fournies par l'agriculture ne nous tromperont jamais en morale », comme l'affirmait Sade. Même la novlangue icarienne est « parfaitement rationnelle, régulière et simple »<sup>50</sup>. *Le Monde* parle de l'Icarie comme d'un « Paradis rouge »<sup>51</sup>, paradis que Cabet s'en fut expérimenter par deux fois, installant des colonies icariennes en Amérique. La première fut ravagée par la fièvre paludique. La seconde par la contestation du Père Cabet et de son système autoritaire.

Ces utopies furent populaires chez les humanistes et les premiers socialistes, en France, en Angleterre ou en Allemagne. Marx et Engels y voyaient « L'enfance du mouvement ouvrier ».<sup>52</sup> Mais dénoncèrent très tôt l'« ascétisme universel et [l']égalitarisme grossier » de cette « organisation de la société fabriquée de toutes pièces par eux-mêmes [les utopistes] » par le moyen naïf de « concilier les antagonismes » de classe.<sup>53</sup> Ils dénonçaient des recettes toutes faites, duplicables partout, et promises au fiasco. Ce qui arriva, à l'exception du familistère de Godin en Picardie. Le XIX<sup>e</sup> était une époque de débats sur l'urbanisme entre anarchistes, socialistes, saint-simoniens, hygiénistes et communistes. Il s'agissait de résoudre en même temps que la question sociale, la contradiction entre ville et campagne, l'insalubrité

---

49 « Utopie et communisme. Étienne Cabet : de la théorie à la pratique », Dilas-Rocherieux Yolène, *Revue française de science politique*, 1991.

50 *Voyage en Icarie*, 1840.

51 26 août 2017.

52 *Les Utopistes*, Friedrich Engels et Karl Marx, Les classiques des sciences sociales, 2012.

53 *Manifeste du parti communiste*, 1848.

et la morbidité des villes industrielles en explosion. Ce débat a quasiment disparu, supplanté par la critique *sociologique* de la « gentrification », c'est-à-dire la critique de la *creative class* qui s'accapare la ville, par ses propres rejets, artistes, sociologues, activistes. Seuls les « luddites » et écologistes radicaux critiquent encore la ville elle-même - *smart city*, « métropole », « ville globale » - en tant que centre actuel du capitalisme industriel et technologique. Les « postérieurs » (post-modernes-anarchistes-communistes-coloniaux-féministes, etc.) n'ont rien à dire contre la ville, le progrès, la technologie – *au contraire*. Ils veulent juste y avoir leur part, voire le pouvoir et la domination. Ils n'ont rien contre le *Titanic* du moment qu'on abolit les premières classes et qu'il est piloté en assemblée générale. Mais sur l'océan et dans le monde réels, seuls ceux qui savent, le capitaine, ses officiers, ses marins, dirigent le bateau – et l'assemblée générale des passagers.

### **L'état d'urgence écologique**

Deux visions de l'écologie dominent désormais. Celle de l'État fort et planificateur. Et celle du droit à l'innovation dérégulée. L'une et l'autre se retrouvent dans une même aspiration à la dictature des technocrates.

Dans son numéro d'été 2017, *Usbek & Rica*, un autre prospectus technoïde, s'interroge : « Faut-il une bonne dictature verte ? ». Et de répondre qu'il est temps d'ouvrir une phase d'« état d'urgence écologique », avec tickets de rationnement carbone s'il le faut. Cette solution a plusieurs dérivés. Elle s'appelle « Planification écologique » chez Mélenchon, « Collège du futur » composé de scientifiques pour Dominique Bourg, ou encore « aréopage de sages » chez Hans Jonas. En tout cas une gestion étatique de technocrates sachants pour citoyens ignorants.

Dans son interview à *We Demain*, Joe Quirk assure que dans « une approche de marché » les gens doivent pouvoir « choisir librement », et s'en prend aux « gouvernements qui n'innovent pas assez vite. »<sup>54</sup> Mais que l'on habite une *smart city* terrestre, ou une *smart island* en haute mer, nos fournitures énergétiques aussi bien que notre évolution génétique seront sous la coupe des spécialistes et de leurs techniques inappropriables.

La colonisation maritime, libérale ou planifiée, ne peut être que la continuation de la catastrophe au grand large et au long cours. Ce que les prédateurs, États et entreprises, ont fait sur Terre, ils le feront, ils le font déjà, sur Mer.

Si les Polynésiens ont à cœur de préserver leur « patrimoine naturel et culturel », qu'ils refusent l'île-machine. Quitte à être des cobayes, qu'ils expérimentent pour tous le refus du tsunami technologique.

**Hors-sol / Pièces et Main d'œuvre  
septembre 2017**

---

54 *We Demain*, op. cit.

## ANNEXES



### Recueil d'intentions réciproques

Le présent accord d'intention est conclu entre :

La **Polynésie française**, représentée par le président de la Polynésie française, monsieur Edouard Fritch, ci-après désignée la **Polynésie française**,

d'une part,

Et,

The **Seasteading Institute**, association établie en Californie, représentée par son directeur général, monsieur Randolph Hencken, ci-après désignée **The Seasteading Institute**,

d'autre part,

ci-après désignées ensemble : les parties,

#### 1- Considérant les éléments ci-après exposés :

1.1 - Le gouvernement de la Polynésie française a marqué tout son intérêt pour les problématiques de changement climatique. Sa contribution au Pact (Polynesians Against Climate Threats) est la manifestation de son engagement politique à considérer les menaces sur l'océan et les îles comme des enjeux d'avenir. Le gouvernement de la Polynésie française reconnaît que la montée des eaux menace ses terres, ses habitants et leur précieux mode de vie. Dans la déclaration de Taputapuatea du PACT, le gouvernement de la Polynésie française s'est engagé publiquement à « tout mettre œuvre en faveur de la préservation du patrimoine naturel et culturel polynésien pour devenir une vitrine mondiale du développement durable ».

1

RH

1.2 - The Seasteading Institute a pour but de lancer des prototypes d'îles flottantes dans les eaux calmes de Polynésie française. En tant que projet pilote, The Seasteading Institute le dénomme « projet d'île Flottante ». Lorsque le projet sera lancé, il apportera de nouvelles technologies, de nouveaux horizons de recherche et de nouvelles activités économiques à la Polynésie française. Le projet du Seasteading Institute est une opportunité pour développer de nouveaux espaces de vie sur la mer et offre la possibilité de multiplier ce type d'habitats durables dans d'autres lieux. Il ouvre la capacité de gagner de nouveaux espaces de vie pour les pays menacés par la montée des eaux, par la surpopulation ou par d'autres phénomènes dangereux. Leur site [www.seasteading.org](http://www.seasteading.org) détaille notamment l'organisation, les buts et les personnes qui portent ces projets d'îles flottantes.

1.3 - Attendu que le gouvernement de la Polynésie française encourage fortement le développement de ses ressources propres et en particulier le développement de l'économie bleue,

1.4 - Attendu que The Seasteading Institute, association à but non lucratif domiciliée en Californie, souhaite porter et promouvoir le projet du Seasteading Institute, en vue de la réalisation du Projet d'île Flottante en Polynésie française,

1.5 - Notant qu'en 2016, le gouvernement de la Polynésie française a invité The Seasteading Institute à présenter son concept de Projet d'île Flottante et les bénéfices en faveur des îles et des habitants de la Polynésie française,

1.6 - Notant que le projet du Seasteading Institute prévoit une zone économique spéciale innovante comprenant une partie en mer appelée Zone d'îles flottantes et une assise foncière appelée Zone d'ancrage,

1.7 - Notant que The Seasteading Institute a présenté un concept intéressant, innovant et à faible impact environnemental pour développer l'économie bleue,

1.8 - Par la signature du présent protocole, les parties souhaitent conjointement préciser leurs intentions réciproques au regard du projet pilote d'île Flottante en Polynésie française.

## 2- Objectif

2.1 - Le présent protocole a pour objectif d'affirmer la volonté conjointe des parties à mettre en commun leurs efforts en vue de la réalisation d'un projet pilote d'îles flottantes en Polynésie française. L'élaboration de ce projet passe par diverses études abordant la faisabilité technique et juridique du projet en Polynésie française ainsi que le cadre réglementaire spécial permettant la création du Projet d'île Flottante situé dans une zone économique spéciale innovante. Cette volonté commune passe ainsi en premier lieu par une



collaboration étroite entre les équipes de The Seasteading Institute et celles de la Polynésie française dans le but de prévoir les meilleures conditions pour développer des îles flottantes en Polynésie française dans une approche gagnant-gagnant.

2.2 - Le Projet d'Île Flottante développera des plateformes flottantes innovantes et durables. Il favorisera le développement de nouvelles technologies dans la Zone d'ancrage terrestre et dans la Zone d'îles flottantes. Le Projet d'Île Flottante respectera les normes environnementales définies par la Polynésie française. Il utilisera des énergies renouvelables. Il accueillera le développement de technologies innovantes pour la protection de l'environnement. Il ne s'intéressera à aucune ressource minière terrestre ou océanique. Les plateformes visent à attirer des investissements directs et indirects en Polynésie française et à accueillir de nombreux projets d'entreprises et de recherche. Le projet permettra à des experts internationaux de collaborer en Polynésie française afin de développer des plateformes capables de minimiser les effets de la montée des eaux. Il devra avoir un impact intéressant et significatif sur l'économie locale avec la mise en place d'une zone économique spéciale qui facilitera la création et la gestion d'entreprises.

2.3 - Afin que le Projet d'Île Flottante puisse atteindre ses objectifs, les parties signataires comprennent qu'elles doivent agir dans le cadre d'une réglementation spéciale établie en vertu des lois et règlements de la Polynésie française. Les parties conviennent de collaborer à l'étude de cette réglementation spéciale relative au Projet d'Île Flottante.

### **3- Intentions de The Seasteading Institute**

3.1 - The Seasteading Institute réalisera, à ses frais, toutes les études qu'il jugera opportunes et utiles pour la réalisation future du Projet d'Île Flottante en Polynésie française. Le contenu des études sera défini par The Seasteading Institute. Les études traiteront notamment :

3.1.1 - De la recherche d'espaces maritimes propices à l'installation d'îles flottantes,

3.1.2 - De la faisabilité technique du Projet d'Île Flottante dans le respect des principes relatifs au développement durable,

3.1.3 - De la faisabilité juridique et fiscale au regard de toutes les attentes du Seasteading Institute en ce qui concerne la création de zones économiques spéciales innovantes, en particulier sur les aspects économiques, de gouvernance, du droit du travail, des droits douaniers, des relations internationales, de pavillon et d'immatriculation, de permis d'entrée et de séjour, etc...

RH



3.2 - The Seasteading Institute communiquera à la Polynésie française les études qu'il aura réalisées sur les points 3.1.1 à 3.1.3 du présent article.

#### **4- Intentions de la Polynésie française**

4.1 - A compter de la signature du présent protocole d'entente, la Polynésie française apportera à The Seasteading Institute toutes les facilités nécessaires à la bonne réalisation des études. Notamment, elle :

4.1.1 - Désignera un interlocuteur unique qui servira de liaison,

4.1.2 - Apportera toute l'information utile à la réalisation des études opérées par The Seasteading Institute dont elle dispose,

4.1.3 - Apportera toute la collaboration intellectuelle provenant soit des ministères, soit de l'administration polynésienne soit d'expertises tierces dûment mandatées à cet effet.

4.2 - La Polynésie française facilitera et accompagnera activement The Seasteading Institute dans toutes les démarches nécessaires auprès de l'Etat Français.

#### **5- Intentions communes**

5.1 - The Seasteading Institute et la Polynésie française sont convaincus que le Projet d'Île Flottante est porteur d'espoir et d'avenir. Ils sont conscients que ce projet est innovant et requiert de la créativité. A cet effet, ils s'engagent à collaborer d'une manière active, sincère et transparente.

5.2 - Les parties s'entendent sur le fait que l'établissement d'une réglementation spéciale couvrant des zones maritimes et terrestres définies, est essentiel au Projet d'Île Flottante et aux effets attendus par les parties signataires.

5.3 - Chacune des parties désignera un référent qui sera chargé du suivi du dossier au sein de sa propre équipe de travail.

5.4 - En fonction de la faisabilité juridique et fiscale du projet en lien avec les attentes des parties, elles pourront coopérer sur la rédaction d'un cadre réglementaire spécial relatif au Projet d'Île Flottante favorisant la création et l'installation d'îles flottantes administrées en tant que zones spéciales innovantes en Polynésie française.

RH



## 6 - Durée du protocole

6.1 - Le présent protocole d'entente entrera en vigueur à compter de la signature de celui-ci.

6.2 - Les parties collaboreront activement afin de finaliser le cadre réglementaire spécial avant la fin de l'année 2017.

## 7 - Portée du protocole

7.1 - Chacune des parties peut résilier ce protocole à tout moment, à la demande d'une des parties signataires. Ce protocole d'entente n'établit aucune obligation légale entre les parties et ne peut faire l'objet d'aucun recours en justice de l'une ou l'autre partie.

## 8- Langue du protocole

8.1 - Le présent protocole sera signé dans sa version française et anglaise, chacune en deux exemplaires originaux. En cas d'interprétation ou de discussion sémantique, la version française fait foi.

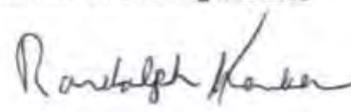
Fait à San Francisco, Californie, le 13 Janvier 2017, en deux (2) copies originales.

Le Président  
de la Polynésie Française

  
Edouard Fritch

Par délégué  
JC Bourston

Le Directeur Général  
de The Seasteading Institute

  
Randolph Hencken

# CARTES

